



L'intervention du Président Juncker à l'occasion de la conférence de 2016 sur les perspectives agricoles de l'Union européenne

Bruxelles, le 6 décembre 2016

Good morning,

Mesdames et Messieurs, je voulais le dire d'emblée, sans créer – je l'espère au moins – de surprise: j'ai toujours été et j'ai l'intention de demeurer un partisan convaincu de la politique agricole commune.

La politique agricole commune a été la première politique commune de l'Union européenne et cela en dépit des efforts de ceux qui veulent la détruire. Il faut se rappeler – mais qui s'en rappelle ? – que jusqu'en 1964 l'Europe n'était pas encore autosuffisante sur le plan alimentaire. Cela peut surprendre les générations d'aujourd'hui mais il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas si longtemps, au milieu du vingtième siècle, de graves pénuries alimentaires étaient monnaie courante pour des millions de citoyens européens.

Un pays, un continent qui ne peut pas s'autoalimenter, d'un point de vue géostratégique est un pays, voire un continent, en voie de perte parce qu'il dépend de la volonté des autres. Moi je ne veux pas d'une Europe qui dépend de la volonté des autres. Nous vous devons donc beaucoup à vous et à vos prédécesseurs pour le travail qui est le vôtre puisque le monde de l'agriculture – le monde de la ruralité d'une façon générale – est un monde qui travaille. Vous n'estimez pas que le travail interrompt vos loisirs: vous travaillez. Souvent avec abnégation, par sens du devoir, par tradition familiale. Aussi pour la fierté que vous retirez, et à juste titre, de votre mission qui est essentielle et qui est indispensable: celle de nourrir nos concitoyens. Sans vous, notre mode et notre qualité de vie ne seraient pas ce qu'ils sont aujourd'hui, et je voulais vous en rendre hommage.

Avec l'entrée en vigueur de la politique agricole commune en 1962, l'Europe s'est donné les moyens d'acquérir son autonomie en matière de production alimentaire. Et nous pouvons en fait être fiers du parcours effectué depuis, puisqu'aujourd'hui l'agriculture européenne est devenue respectueuse de l'environnement et ses normes de qualité sont parmi les plus exigeantes au monde.

J'ai dit dans mon discours sur l'état de l'Union le 14 septembre dernier, que je voulais une Europe qui serait meilleure: c'est-à-dire une Europe qui protège, une Europe qui préserve notre mode de vie et une Europe qui assume ses responsabilités. La politique agricole commune respecte et contribue pleinement à ces objectifs:

- d'abord elle nous permet de protéger nos 22 millions d'agriculteurs et les 44 millions d'emplois qui dépendent directement et indirectement de l'agriculture. 44 millions, c'est deux fois plus que le nombre de personnes employées dans les secteurs d'avenir européens de l'automobile et de l'aviation réunis. Donc l'agriculture d'un point de vue emploi est également un secteur d'avenir;

- deux, elle nous donne – la politique agricole commune – les moyens de préserver un mode de vie européen qui contribue à la création d'emplois, à la croissance et aux investissements, ainsi qu'au dynamisme des communautés rurales dans chaque pays de l'Union européenne. Imaginez-vous l'état dans lequel se trouverait le paysage européen sans l'agriculture. Parfois dans mon pays je disais à ceux qui ne travaillent pas dans l'agriculture de s'imaginer que le travail gratuit qui est fait par l'agriculture aurait un coût énorme si ce travail devait être fait par des fonctionnaires ou par des ouvriers d'Etat;

- et trois, la politique agricole commune, dans le cadre qui est celui de l'Union européenne, assume pleinement ses responsabilités en matière de solidarité, comme en témoigne la mobilisation d'une aide supplémentaire de plus d' 1 milliard d'euros octroyée à des agriculteurs aux prises avec de grandes difficultés, notamment mais pas seulement dans le secteur laitier. Bien évidemment, cette aide ne fait que compléter le soutien au secteur agricole qui s'inscrit chaque année à hauteur d'un montant de 56 milliards d'euros sous forme de paiements directs et de paiements en faveur du développement rural.

Il ne fait donc aucun doute que cette politique doit être maintenue quant à ses principes directeurs. Elle doit évidemment pouvoir être ajustée ou complétée lorsque nous constatons des failles. J'ai à plusieurs reprises eu l'occasion de faire référence à la position des agriculteurs dans la chaîne alimentaire : je ne peux me résoudre à l'idée que le prix du lait puisse être inférieur à celui de l'eau. Nous disposons désormais du rapport présenté le mois dernier par la task

force sur les marchés agricoles et nous sommes en train d'analyser les recommandations qui furent émises et j'ai demandé à mon ami Phil Hogan de voir quel enseignement nous pouvons en tirer pour la filière agricole qu'il faut continuer à soutenir.

Si la politique agricole commune est une politique européenne à la fois fondamentale et indispensable, elle doit être simplifiée pour alléger la charge administrative qui pèse sur les agriculteurs et qui doit être modernisée pour relever les défis du 21ème siècle et qui doit répondre à nos objectifs de développement durable.

La simplification de la politique agricole commune, c'est la première mission que j'ai assignée au Commissaire Hogan lors de notre prise de fonction en 2014. Nous connaissons la charge administrative qui pèse sur vous, et souvent de manière beaucoup trop lourde. Son allègement a constitué une priorité ces deux dernières années et elle sera poursuivie.

Simplification et modernisation sont dès lors les maîtres mots et l'objectif premier de la communication sur l'avenir de la politique agricole commune que la Commission prévoit d'adopter avant la fin de l'année 2017.

La première étape sera celle d'une consultation publique qui sera lancée en début d'année prochaine et qui permettra à chacun d'entre vous de contribuer au débat sur l'orientation que devrait prendre à l'avenir cette politique stratégique d'une importance capitale.